

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Port-Gentil : Brice Clotaire Oligui Nguema attendu en sauveur

René AKONE DZOPE
Port-Gentil/Gabon

La capitale économique accueille aujourd'hui, à la dimension de son rang, le président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, qui foule son sol pour la première fois, depuis le "coup de libération" du 30 août dernier. C'est une ville meurtrie, frappée de plein fouet par plusieurs maux qui attend le numéro un gabonais, comme un sauveur. En effet, plus qu'ailleurs, la capitale des capitaux enregistre

ces dernières années un fort taux de chômage lié à plusieurs facteurs endogènes (mauvaise gestion) et exogènes (crises économique et sanitaire). D'ailleurs plusieurs préavis de grève sont actuellement sur la table du gouvernement. La desserte en électricité et en eau constitue également l'une des préoccupations majeures pour les riverains. En matière d'électricité, la mise en service, le 30 novembre 2016, de la nouvelle Centrale thermique d'une capacité de 105 mégawatts, était censée y apporter une

solution appropriée. Mais rien ! On assiste toujours aux coupures intempestives de courant, de même qu'on retrouve les compteurs fixés à des centaines de mètres. Pourtant, l'investissement a coûté plus de 72 milliards de nos francs au contribuable.

La SEEG peine en sus à fournir de l'eau potable aux usagers. L'entreprise, dit-on, aurait pourtant investi 2 milliards pour la station de pompage d'eau brute de Mandorové, dans le cadre du "Plan d'urgence 2 020" destiné, à la base, à améliorer la qualité de service en eau et électricité dans la cité de l'or noir. Là aussi aucun résultat probant. Le débit demeure faible et l'eau du robinet de temps en temps colorée. La désolation est quasi générale. Le réseau routier communal délabré, l'Hôtel de Ville n'a pas pris à bras-le-corps les besoins des populations. En outre, aucun établissement



Photo: Vianney Madzou/L'Union
L'Hôtel de Ville de Port-Gentil.

scolaire n'a été construit depuis 1992, la tutelle se contente de quelques extensions. Des projets tels que la construction de l'École supérieure de commerce piétinent, le chantier de réhabilitation de l'École de commerce existante, mal exécuté, l'aéroport international de Port-Gentil abandonné, etc. Consolation tout de même : la reprise imminente des travaux de la route Port-Genti-Omboue

en vue d'achever la dizaine de kilomètres restants. Bonne nouvelle, il est prévu l'inauguration d'une centrale de gaz butane à Batanga, dans le département d'Etimboué. à Batanga, dans le département d'Etimboué, à 70 km au sud de la capitale économique, par l'inauguration d'une centrale de gaz butane dont la production, apprend-on, atteindra 15 000 tonnes par an

Transition : les sénateurs au fait de leurs missions



Photo: DR
La présidente du Sénat, Paulette Missambo, ouvrant les travaux.

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

SÉANCE d'immersion pour les néo-sénateurs et renforcement des capacités pour les anciens. C'est tout l'intérêt du séminaire d'information sur le travail parlementaire ouvert mardi au Sénat par la présidente de ladite institution, Paulette Missambo. Ces assises qui ont duré deux jours avaient pour but, selon cette dernière, de donner les aptitudes aux sénateurs pour promouvoir des débats de qualité au sein de leur hémicycle et rehausser l'image de leur institution. Pour le compte de la première journée de ladite rencontre, l'ensemble des participants ont été, entre autres, au fait de "la procédure législative", "le contrôle de l'action du gouvernement"... Dans sa présentation sur la procédure législative, le juriste et président de la Commission des Lois à

l'Assemblée nationale, Marcelin Mve Abang a notamment relevé qu'il existe plusieurs procédures législatives. "Il y a, a-t-il souligné, la procédure législative ordinaire qui concerne les lois ordinaires. Et puis, il y a les procédures particulières qui concernent les lois spéciales". Lesquelles lois, a-t-il ajouté sont regroupées en quatre catégories dont les lois de finances, les lois organiques, les lois constitutionnelles et enfin les lois de ratification et d'autorisation. Et pour chacune de ces catégories de lois, il y a des procédures particulières notamment en ce qui concerne leur élaboration, à savoir l'initiative, le dépôt et les délais d'examen". "L'examen du projet de la loi de finances et les pouvoirs du Parlement en matière budgétaire", l'évaluation des politiques etc. sont entre autres thématiques sur lesquelles les sénateurs seront édifiés pendant ces assises.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Pour parvenir à une Transition politico-institutionnelle réussie comme souhaité par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), il ne faut pas se tromper d'objectif. Tel est le message sibyllin du Premier ministre, Raymond Ndong Sima, qui était, le week-end écoulé, face aux représentants de la presse nationale à la faveur d'un plateau télévisé spécial. Trois mois après l'accession du général Brice Clotaire Oligui Nguema à la tête du pays, le chef du gouvernement de la Transition a tenu à rappeler l'importance du Dialogue national en gestation. "(...) Nous avons le choix entre plusieurs options. Nous avons opté d'associer autant que possible, toutes les franges de la population sur la base de leurs contributions



Photo: DR
Raymond Ndong Sima invite les Gabonais à se concentrer sur l'essentiel à savoir relever le défi de la restauration des Institutions.

touchant à plusieurs aspects de notre pays", a-t-il déclaré. Non sans brandir le caractère inclusif retenu dans le challenge des nouvelles autorités. "Nous devons tous nous impliquer dans le processus de restauration des institutions. C'est une démarche qui nous a été suggérée par certains partenaires de notre pays. Et cela a un intérêt, nous irons à ces assises en tenant compte de

nos divergences et non d'une quelconque volonté de s'invectiver ou se régler des comptes", a-t-il ajouté. C'est dire les espoirs placés par le locataire de la Primature dans la grand-messe à venir. Laquelle grand-messe, selon lui, doit à terme jeter les bases d'un l'État de droit et des institutions solides et crédibles. Pour y parvenir, il exhorte ses concitoyens à ne pas céder aux sirènes de la diversion. Une allusion explicite à son prétendu agenda politique caché. "Pour ceux qui s'interrogent depuis un moment sur mon avenir, je leur dirais que celui-ci appartient à Dieu. Ce qui importe maintenant, c'est d'œuvrer à la reconstruction du pays. Le reste n'a pas d'importance (...). La question n'est pas de savoir qui sera candidat ou pas pour le moment. Nous avons des défis importants à relever aux yeux des Gabonais", a-t-il clamé haut et fort.